

Ma sélection du 21/03/2011

CONCURRENCE

LA TRIBUNE (25 FEV 11)	Les primes de l'assureur italien Generali s'élèvent à 73,2 milliards d'euros en 2010	3
LES ECHOS (24 FEV 11)	Des primes en hausse de 3,8 % pour Generali	4
LE MONDE (18 FEV 11)	M. de Castries : Que proposent ceux qui critiquent Axa ?	5
LA TRIBUNE (08 FEV 11)	Generali intéressé par l'achat de 1 % de la banque russe VTB	8
LES ECHOS (04 FEV 11)	Cesare Geronzi contesté à la présidence de Generali	9



Les primes de l'assureur italien **Generali** s'élèvent à 73,2 milliards d'euros en 2010

Generali a enregistré une croissance de 3,8 % de ses primes en 2010 à 73,2 milliards d'euros. Dans l'assurance-vie les primes ont progressé de 4,5 % à 51,1 milliards grâce à l'Italie (+6,8 %), l'Allemagne (+12,5 %), et à un bond en Chine (+44,7 %). En France, les primes ont reculé de 7,9 %. Dans l'assurance dommages, les primes ont progressé de 2,1 % à 22,09 milliards d'euros grâce à une croissance de 3,7 % en France, de 1,9 % en Europe de l'est et de 1,2 % en Italie. En Allemagne, les primes ont en revanche baissé de 1,2 %.



Des primes en hausse de 3,8 % pour Generali

Generali a publié hier un chiffre d'affaires en hausse de 3,8 % sur l'exercice 2010, à 73 milliards d'euros. L'activité a été tirée par l'assurance-vie (+ 4,5 %, à 51 milliards). En non vie, l'assureur italien a vu ses primes progresser de 2,1 %, à 22 milliards. En France, Generali a fait mieux que le marché en non vie (+ 3,7 %, à 3,9 milliards), mais moins bien en vie (- 7,9 %, à 11,4 milliards), après avoir décidé « de se concentrer sur les produits à marge élevée ».



Assurances : le patron d'Axa défend sa stratégie

Economie Bénéfice 2010 en recul de 24 %, cours de Bourse en forte baisse, -36 % depuis dix ans : les contre-performances du groupe Axa traduisent les difficultés que rencontre l'ensemble du secteur de l'assurance. Henri de Castries, patron du groupe depuis 2000, réfute les critiques sur sa stratégie, jugée floue et trop timide vis-à-vis des pays émergents : « Désormais, ces pays vont représenter 30 % de nos profits en assurance-vie », explique-t-il au « Monde »

M. de Castries : « Que proposent ceux qui critiquent Axa ? »

Le patron de l'assureur, qui a succédé au fondateur Claude Bébéar en 2000, défend sa stratégie

Chute des cours, baisse des résultats, 2010 fut pour nombre d'assureurs une année noire. Le groupe Axa, numéro un mondial du secteur par le chiffre d'affaires (91 milliards d'euros) n'a pas échappé au marasme. Jeudi 17 février, il a annoncé un recul de 24 % de son bénéfice à 2,749 milliards d'euros.

Mais à cette contre-performance financière s'est ajoutée une interrogation sur la stratégie menée par Henri de Castries aux commandes de l'assureur depuis mai 2000. Ces questions ont été alimentées par la mauvaise performance du titre en Bourse sur dix ans (-36 %) amplifiée par le recul de 2010, même si l'action a mieux résisté que celle de ses concurrents.

« Le titre a baissé mais dans le même temps notre résultat opéra-

tionnel a été multiplié par quatre. Cette dégradation n'est donc pas liée aux performances de la société, réplique M. De Castries. *Souvenez-vous du contexte. En 2010, l'environnement était néfaste pour les assureurs : les taux d'intérêts à long terme baissaient, l'incertitude planait sur les dettes des pays européens et les catastrophes naturelles ont été nombreuses.* »

Le revirement observé depuis début 2011 conforte son analyse. Le titre Axa a regagné 28 %. « La remontée progressive des taux à long terme et le redémarrage de l'activité économique aux États-Unis et en Europe, que certains voyaient s'enfoncer dans la crise, profitent aux valeurs du secteur. Nous sommes à quelques encablures de notre niveau d'il y a un an. »

L'une des critiques porte sur le flou de la stratégie menée par le

Un secteur très chahuté

PERFORMANCE BOURSIÈRE DES ASSUREURS
en %



SOURCE : DATASTREAM

*au 11 février 2011

successeur de Claude Bébéar, fondateur du groupe « C'est la même, elle n'a pas changé. Nous sommes restés sur nos métiers de base, l'assurance et la gestion d'actifs », affirme le PDG. Avec la crise, nous avons procédé à des ajustements en étant plus sélectifs dans notre croissance ».

Selon lui, ce flou dans la stratégie proviendrait de la crise où l'environnement s'est modifié avec une activité qui se déplace vers les pays émergents « Ce qui a pu nous pénaliser en 2010, c'est le sentiment des investisseurs de nous voir en retard par rapport à d'autres concurrents ». En effet, la présence du groupe est souvent jugée insuffi-

fisante dans ces pays « C'est vrai. Nous sommes partis plus tard. Nous étions concentrés sur la création du groupe qui n'a que vingt-cinq ans, se défend-il. Nous avons rattrapé notre retard par rapport à nos [niveaux] internationaux. Désormais, les pays émergents vont représenter 30 % de nos profits futurs en assurance-vie ».

Déconvenues américaines

Axa n'entend pas abandonner les marchés matures qui représentent 80 % de la richesse mondiale. M. De Castries reconnaît des déconvenues aux États-Unis avec les variables annuités, des contrats en actions accompagnés de garanties

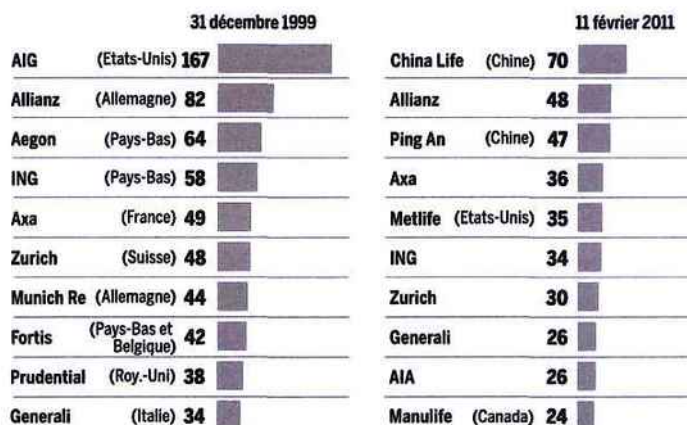
(par exemple en cas de décès) dont les résultats ont baissé « Nous les avons réajustés pour les adapter à l'environnement ».

Autres déconvenues, pour des motifs différents, une contre-performance chez Allianz Bernstein et une erreur de codage informatique qui avait été dissimulée aux clients chez Axa Rosenberg, filiale d'Axa IM, ont entraîné des sorties de fonds importantes « Nous sommes en décollecte », reconnaît M. De Castries soulignant que cette « erreur » a fait perdre à Axa Rosenberg la moitié de ses actifs sous gestion, soit 30 milliards de dollars (22,1 milliards d'euros) « Une partie des investisseurs ayant perdu

confiance ». Le management a été changé. Les interrogations des marchés portent sur la taille de cet ensemble, sixième mondial avec 1 000 milliards d'euros d'actifs gérés, jugée insuffisante pour ce type d'activité « La taille critique n'est pas un sujet en soi, c'est la performance d'investissement et la capacité à gérer une collecte positive », indique-t-il bien décidé à ne pas s'en séparer.

Il faut se garder des effets de modes prévient-il « Après 2001, on nous conseillait de vendre l'activité assurance dommages. En 2007 c'était l'assurance vie, en 2010, il fallait quitter les pays développés et vendre la gestion d'actifs ».

LES DIX PREMIÈRES CAPITALISATIONS BOURSIÈRES DU SECTEUR
en milliards d'euros



M. De Castries réfute aussi les critiques selon lesquelles Axa souffre du poids de sa dette estimée à 15 milliards d'euros car, selon le PDG, les bénéfices couvrent huit fois et demi le coût de la dette.

« Ceux qui estiment que notre stratégie n'est pas bonne, que proposent-ils en échange ? [Notre] modèle permet au groupe de dégager 4 milliards d'euros par an de bénéfice », s'empare-t-il. Il est, selon lui, toujours pertinent, et sera développé dans le projet qu'il présentera en 2011 « Ne vous attendez pas à une révolution, ce sera une évolution », prévient-il.

Pas question non plus d'accepter l'idée d'absence de relève dans les équipes de direction « En 2010, nous n'avons jamais autant renouvelé nos équipes comme par exemple en France, au Royaume-Uni, ou aux États-Unis ». Cette observation vise plus le tandem de tête qu'il forme avec son directeur général délégué Denis Duverne « Avoir le même PDG depuis onze ans peut sembler ennuyeux dans les dîners en ville, ironise-t-il, mais nous formons une équipe soudée et peu d'as sureurs ont connu une telle stabilité de leur direction dans la durée ».

Enfin, il réfute les critiques sur la hausse des salaires des dirigeants face aux actionnaires « La partie variable de ma rémunération [3,2 millions d'euros dont 2,6 millions d'euros de variable en 2010] est calculée chaque année en fonction des résultats à la hausse ou à la baisse, et ça peut être très important en 2008, ma rémunération variable a baissé de 30 %, et celle de 2009 était encore inférieure à celle de 2007 » ■

Dominique Gallois



Generali intéressé par l'achat de 1 % de la banque russe VTB

L'italien Generali, troisième assureur européen, est intéressé par l'achat de 1 % de VTB, numéro deux de la banque en Russie, ce qui représenterait un investissement de 300 millions de dollars environ, a dit lundi à Reuters une source proche du dossier. La Russie a entamé une série de réunions avec des investisseurs en vue de céder une participation de 10 % de la banque publique. Generali est présent en Russie à travers une coentreprise détenue avec le tchèque PPF. En mars 2010, l'italien avait fait part de son intention de se développer davantage en Russie, en étendant ses opérations « de façon organique ou à travers une acquisition ciblée ».



ASSURANCE

Cesare Geronzi contesté à la présidence de Generali

La température monte chez Generali. Devant le conseil d'administration du groupe d'assurance réuni mercredi dans son prestigieux palais de la piazza Venezia, à Rome, Diego Della Valle a réclamé la cession de la participation dans RCS Mediagroup, l'éditeur du « Corriere della Sera » coté à la Bourse de Milan. Generali possède 3,8 % du capital et selon le patron de Tod's, qui détient lui-même 5,5 % de RCS, cette position « ne sert à rien, elle n'est pas dans le cœur de métier du groupe, elle n'a pas de sens en termes de développement et elle crée par ailleurs un mauvais climat » au sein du plus grand quotidien du pays.



Le siège de la compagnie d'assurances Generali, à Trieste.

« Des méthodes du passé »

Quelques jours plus tôt, dans une interview au concurrent direct, « La Repubblica », Diego Della Valle avait été plus clair. Il avait dénoncé le comportement de « certains administrateurs » de RCS qui agissent, selon lui, dans leur intérêt personnel, des « petits vieux » qui cherchent à tirer les ficelles « alors qu'ils n'ont pas investi leurs propres deniers dans l'entreprise ». Concrètement, c'est le président de Generali, Cesare Geronzi, qui est visé, de même que le président du conseil de surveillance de la banque Intesa Sanpaolo, Giovanni Bazoli, tous deux administrateurs de RCS. Ils utilisent « des méthodes du passé, loin de la logique de produits et de compétitivité qui caractérisent les entreprises qui opèrent sur un marché », déplore Diego Della Valle.

La politique n'est évidemment pas loin. Cesare Geronzi est connu pour sa proximité avec le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, tandis que Diego Della Valle est un ami de Luca di Montezemolo, le patron de Ferrari qui a lancé une fondation pour « nourrir le débat public » et préparer l'après-Berlusconi. Le « Corriere della Sera » est du reste en pleine

réorganisation et la plupart des grands capitaines d'industrie de la péninsule, qui siègent au tour de table, veulent avancer leurs pions. Parmi eux, le président de Mediobanca, Renato Pagliaro, le patron de Fiat, John Elkann, celui de Pirelli, Marco Tronchetti Provera, les familles Benetton et Ligresti...

Sur le plan strictement économique, cette affaire agite profondément le lion de Trieste. Mercredi soir, à la sortie de la réunion, Vincent Bolloré, vice-président de Generali, a déclaré que Cesare Geronzi avait pris acte de la demande et que la participation dans RCS, comme le reste du portefeuille, serait examinée lors d'une prochaine réunion du conseil, peut-être le 23 février.

Generali contrôle notamment 7 % de Telecom Italia, 5 % d'Intesa Sanpaolo, 5 % de Pirelli et 2 % de Mediobanca. Dans sa croisade pour le recentrage de Generali sur son métier d'assureur, Diego Della Valle aurait le soutien d'autres actionnaires dits « industriels », comme Luxottica, De Agostini et Caltagirone. Ainsi que celui de Giovanni Perissinotto et Sergio Balbinot, les deux dirigeants opérationnels de **Generali**

GUILLAUME DELACROIX
CORRESPONDANT À ROME